



Convention relative aux droits de l'enfant

Distr. générale
13 mai 2016
Français
Original : anglais

Comité des droits de l'enfant

Seizième réunion

New York, 30 juin 2016

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Élection de neuf membres du Comité des droits de l'enfant,
conformément à l'article 43 de la Convention relative
aux droits de l'enfant tel que modifié
(voir la résolution 50/155 de l'Assemblée générale)**

Élection de neuf membres du Comité en remplacement de ceux dont le mandat vient à expiration le 28 février 2017

Note du Secrétaire général

1. Conformément à l'article 43 de la Convention relative aux droits de l'enfant, la seizième réunion des États parties à la Convention se tiendra, à l'invitation du Secrétaire général, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, le jeudi 30 juin 2016, aux fins de l'élection de neuf membres du Comité des droits de l'enfant à choisir sur la liste des personnes désignées par les États parties pour remplacer celles dont le mandat vient à expiration le 28 février 2017 (annexe I). On trouvera à l'annexe II le nom des neuf autres membres qui continueront à siéger au Comité jusqu'au 28 février 2019.

2. Comme le prévoit la procédure spécifiée au paragraphe 4 de l'article 43 de la Convention, le Secrétaire général a adressé le 2 mars 2016 une note verbale aux États parties, les invitant à lui communiquer, avant le 2 mai 2016, le nom des candidats désignés par eux. On trouvera dans le présent document toutes les notices biographiques qui ont été communiquées avant cette date. Les candidatures reçues après la date limite feront l'objet d'additifs à la présente note.

3. Le Secrétaire général a l'honneur de présenter ci-après, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 43 de la Convention, la liste, dans l'ordre alphabétique, des personnes désignées pour siéger au Comité des droits de l'enfant, et des États parties dont émanent les candidatures. Les notices biographiques des personnes désignées, fournies par les États parties concernés, figurent dans l'annexe III.

GE.16-07811 (F) 020616 060616



* 1 6 0 7 8 1 1 *

Merci de recycler



Personnes désignées par les États parties

<i>Noms des candidats</i>	<i>États parties dont émanent les candidatures</i>
M ^{me} Amal Salman Aldoseri	Bahreïn
M. Oumarou Bocar	Mali
M ^{me} Karla Cueva	Honduras
M ^{me} Milena Grillo Rivera	Costa Rica
M ^{me} Olga A. Khazova	Fédération de Russie
M. Cephass Lumina	Zambie
M. Benyam Dawit Mezmur	Éthiopie
M. Joseph Ndayisenga	Burundi
M. Wanderlino Nogueira Neto	Brésil
M ^{me} Mikiko Otani	Japon
M ^{me} Sara Oviedo Fierro	Équateur
M. Luis Ernesto Pedernera Reyna	Uruguay
M ^{me} Ann Marie Skelton	Afrique du Sud
M ^{me} Velina Todorova	Bulgarie
M ^{me} Nazgul Turdubekova	Kirghizistan
M ^{me} Renate Winter	Autriche

4. Conformément au paragraphe 12 de la résolution 68/268 de l'Assemblée générale, des informations sur la composition actuelle du Comité, rendant compte de l'équilibre entre les sexes et de la répartition géographique des experts, de leur expérience professionnelle, de la représentation des différents systèmes juridiques et de la période d'exercice des membres actuels figurent dans les annexes I et II au présent document, ainsi que dans les notices biographiques des membres actuels, qui peuvent être consultées sur la page Web du Comité (www.ohchr.org/EN/HRBodies/CRC/Pages/Membership.aspx).

5. Au paragraphe 13 de la résolution 68/268, l'Assemblée générale a encouragé les États parties à veiller, lors de l'élection d'experts, à ce qu'il soit tenu compte dans la composition des organes conventionnels, conformément aux instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme, d'une répartition géographique équitable, d'une représentation des différentes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques, d'une représentation des sexes équitable et de la participation d'experts handicapés.

Annexes

Annexe I

Membres du Comité dont le mandat vient à expiration le 28 février 2017¹

<i>Nom</i>	<i>Pays de nationalité</i>	<i>Membre depuis</i>
M ^{me} Amal Salman Aldoseri	Bahreïn	2013
M. Peter Gurán	Slovaquie	2009
M ^{me} Olga A. Khazova	Fédération de Russie	2013
M. Benyam Dawit Mezmur	Éthiopie	2013
M ^{me} Yameen Muhamad Shariff	Malaisie	2013
M. Wanderlino Nogueira Neto	Brésil	2013
M ^{me} Sara Oviedo Fierro	Équateur	2013
M ^{me} Maria Rita Parsi	Italie	2013
M ^{me} Renate Winter	Autriche	2013

¹ En ce qui concerne l'expérience professionnelle des membres du Comité et les différents systèmes juridiques représentés, voir les notices biographiques de chacun des membres, sur la page Web du Comité, sous la rubrique « Membership », en cliquant sur le nom de chaque membre. Voir www.ohchr.org/EN/HRBodies/CRC/Pages/Membership.aspx.

Annexe II**Membres du Comité dont le mandat vient à expiration
le 28 février 2019**

<i>Nom</i>	<i>Pays de nationalité</i>	<i>Membre depuis</i>
M ^{me} Suzanne Aho Assouma	Togo	2015
M ^{me} Hynd Ayoubi Idrissi	Maroc	2015
M. Jorge Cardona Llorens	Espagne	2011
M. Bernard Gastaud	Monaco	2011
M. Hatem Kotrane	Tunisie	2003
M. Gehad Madi	Égypte	2011
M. Clarence Nelson	Samoa	2015
M. José Angel Rodríguez Reyes	Venezuela (République bolivarienne du)	2015
M ^{me} Kirsten Sandberg	Norvège	2011

Annexe III*

Amal Salman Aldoseri (Bahreïn)

Date et lieu de naissance : 22 décembre 1959 à Manama (Royaume de Bahreïn)

Langues de travail : arabe, anglais, français et premier certificat d'allemand

Situation/fonctions actuelles

- Membre du Comité des droits de l'enfant depuis 2013
- Vice-Présidente du Comité (candidate à la présidence en juin 2014) et membre du Bureau du Comité
- Membre du Groupe de travail sur le troisième Protocole facultatif établissant une procédure de présentation de communications
- Membre du Comité arabe des droits de l'enfant, Ligue des États arabes, Le Caire
- Ancienne membre et actuelle conseillère du Comité national pour l'enfance ; a dirigé l'équipe chargée d'élaborer la première Stratégie nationale et le Plan d'action pour l'enfance

Principales activités professionnelles

- A pris part à l'élaboration de quatre observations générales du Comité : pratiques préjudiciables (avec le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes), enfants en situation de rue, droits de l'enfant et dépenses publiques, enfants en situation de migration (avec le Comité pour la protection des droits des travailleurs migrants)
- Membre du Groupe de travail sur le vingt-cinquième anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant ; a pris part à un débat par visioconférence avec des enfants de différentes régions du monde
- A participé au Comité préparatoire de la Session extraordinaire consacrée aux enfants à New York en 2001
- A dirigé une équipe de professionnels chargée d'élaborer une loi relative à l'enfance conforme à la Convention relative aux droits de l'enfant, qui a été adoptée en août 2012
- Directrice de la première Stratégie nationale pour la jeunesse pour 2005-2009 et de sa mise à jour pour 2011-2015, concernant notamment la participation et les droits des jeunes
- Directrice de la Stratégie nationale et du Plan d'action pour l'enfance à Bahreïn (2012-2016)
- Directrice des rapports d'analyse de situation pour 2003 et 2011, axés sur les difficultés de mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant
- Chef du projet MICS (enquête en grappe à indicateurs multiples), en coordination avec l'UNICEF

* Les notices biographiques ne sont pas revues par les services d'édition.

- Principale contributrice à l'élaboration du rapport initial et des deuxième et troisième rapports périodiques de Bahreïn au titre de la Convention relative aux droits de l'enfant ; membre de la délégation qui a présenté ces rapports à Genève
- Chargée de cours, Chef de Département, puis Conseillère en pédagogie au Ministère de l'éducation

Études

- Licence, double majeure en littérature anglaise et traduction, Université du Koweït
- Diplôme de troisième cycle en éducation, Université de Bahreïn
- Maîtrise en éducation, Université de Sheffield (Royaume-Uni)
- Cours d'« innovation dans la gouvernance », School of Government, Harvard University

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- A engagé le dialogue avec le Ministère de l'éducation et fait pression pour intégrer la Convention relative aux droits de l'enfant dans les programmes scolaires
- A participé à la planification stratégique dans tous les domaines, notamment les droits de l'homme et la participation citoyenne, pour les jeunes vivant à Bahreïn
- Fondatrice du Parlement des jeunes de Bahreïn (groupe d'âge 14-19 ans)
- Fondatrice de Youth PEER Education-Bahreïn (éducation des jeunes par leurs pairs), première et seule initiative de ce type dans la région, en coordination avec le FNUAP, en vue d'apporter un enseignement et une formation à de jeunes formateurs dans le domaine de la santé sexuelle et procréative
- Formatrice reconnue dans les domaines du renforcement des capacités et du développement en faveur des jeunes, des enfants et des femmes (PNUD, UNICEF, FNUAP, Ligue des États arabes)
- Organisatrice principale du Festival arabe de l'enfant
- Fondatrice du Concours de nouvelles pour enfants visant à encourager les écrivains et les jeunes écrivains en devenir à produire des livres pour enfants
- Organisatrice principale du premier Festival de théâtre pour les enfants
- Anciennement Vice-Présidente du Conseil international sur la politique nationale de la jeunesse (ICNYP), Vienne
- Anciennement membre du conseil d'administration de la World Leisure Organization (WLO), États-Unis d'Amérique
- Membre de la Société bahreïnite à but non lucratif pour le développement de l'enfant et membre du Centre Sultan Ben Abdulaziz pour la parole et l'ouïe, qui aide les enfants souffrant de déficiences auditives

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

- « Child and Law in Bahrain », 2003
- « Children's Books in Public Libraries », enquête
- « Children's Programmes in G. C. C. Television Channels », enquête

Oumarou Bocar (Mali)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 25 mai 1954 à Kirchamba (Diré) (Mali)**Langue de travail** : français**Situation/fonctions actuelles**

- Inspecteur des services judiciaires
- Consultant – expertises et assistance technique dans le cadre de missions temporaires
- Formateur occasionnel, notamment en renforcement des capacités des professionnels en exercice

Principales activités professionnelles

J'exerce actuellement les fonctions d'inspecteur des services judiciaires, qui consistent à procéder à l'inspection systématique des juridictions et autres services relevant du Département de la justice pour examiner le fonctionnement des structures, la qualité de la prestation des services, la qualité des décisions rendues, le traitement des dossiers et d'une manière générale la situation globale de la juridiction et de son environnement. Ces inspections systématiques sont également l'occasion de fournir des conseils sur les aspects techniques, méthodologiques, déontologiques et éthiques aux magistrats et autres personnels en exercice.

Je mène aussi des investigations sur des faits signalés commis par des acteurs de la justice.

Études

- Diplôme de l'École nationale d'administration (Sciences juridiques), Bamako-Mali
- Diplôme de l'École nationale de la magistrature (Section internationale), Paris-France
- Diplôme d'études approfondies (DEA) en sciences criminelles et droit pénal/Doctorat en droit pénal et sciences criminelles (Université des sciences sociales – Toulouse-France)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Pendant plusieurs années, j'ai eu l'occasion de travailler avec le bureau de l'UNICEF (Bamako-Mali) en qualité de consultant – expert en droit de l'enfance.

J'ai mené l'étude sur l'harmonisation de la législation nationale à la Convention relative aux droits de l'enfant.

Cette étude a passé en revue l'ensemble de la législation nationale pour déceler les incohérences et les lacunes et proposer des réformes pertinentes.

Dans le même temps, j'ai mené des réflexions – actions pour la levée des réserves émises par le Mali.

J'ai aussi lancé l'idée du « Code de protection de l'enfant au Mali » et élaboré la première charpente de ce code dans le cadre d'une expertise pour l'UNICEF-Mali

J'ai présidé la commission nationale de rédaction du rapport, qui a obtenu le prix d'excellence CIWARA, et effectué plusieurs missions dans la sous-région.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Je n'ai pas encore publié de travaux.

En revanche j'ai produit plusieurs communications, réflexions, contributions et études sur le droit de l'enfance, son évolution, sa mise en œuvre en égard aux différentes réalités nationales ou internationales (culturelles, économiques, politiques, etc.) et animé plusieurs conférences et séminaires au Mali et à l'étranger.

Karla Cueva (Honduras)

[Original : espagnol]

Date et lieu de naissance : 5 octobre 1970 à Copán Ruinas, Copán (Honduras)**Langues de travail** : espagnol et anglais**Situation/fonctions actuelles**

Vice-Ministre des droits de l'homme et de la justice au sein du Gouvernement du Honduras, depuis 2014.

Principales activités professionnelles

Coordonner la politique publique des droits de l'homme et le Plan national d'action relatif aux droits de l'homme 2013-2022. Lancer le programme de formation aux droits de l'homme des fonctionnaires, des forces de l'ordre, des administrations locales, entre autres. Coordonner les travaux d'analyse visant à prévenir les conflits sociaux sous l'angle des droits de l'homme ; coordonner le mécanisme de protection des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes et des acteurs de la justice ; coordonner l'élaboration des rapports de l'État aux organes conventionnels.

Études

- Licenciée en sciences juridiques et sociales, Université nationale autonome du Honduras, 1993
- Avocate, Université nationale autonome du Honduras, 2002
- Master d'études avancées en droits de l'enfant, Institut universitaire Kurt Bösch et Université de Fribourg (Suisse), 2008

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Vaste expérience de l'étude et de la défense des droits de l'enfant, du développement et de l'insertion sociale, acquise au sein de la société civile (Casa Alianza Honduras, ChildFund, Ayuda en Acción, Plan International), d'organismes de coopération internationale (IPEC/OIT, UNICEF, Banque mondiale) et d'institutions publiques (Commission des droits de l'homme du Honduras, Institut hondurien de l'enfance et de la famille, Secrétariat d'État au développement social, Secrétariat d'État aux droits de l'homme, à la justice, à l'intérieur et à la décentralisation)
- Vaste expérience de l'élaboration de textes de lois, règlements, politiques publiques et programmes dans les domaines de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales et de la traite des êtres humains, du travail des enfants, du développement de l'enfant en bas âge, notamment
- Auteur et coauteur de diverses études sur les droits de l'enfant
- Représentante de l'État hondurien au Conseil des droits de l'homme (EPU de 2010 et de 2015), au Comité des droits de l'enfant (2015) et à la Commission interaméricaine des droits de l'homme
- Ex-Sous-Secrétaire d'État à la politique sociale (2010-2012)

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

- « Honduras : Ejecuciones Extrajudiciales De Niños, Niñas Y Adolescentes. Casa Alianza Honduras ». 2002
- « Estudio De La Legislación Sobre Trabajo Infantil Doméstico En Honduras. Un análisis de la legislación nacional e internacional ». 2004
- « Análisis de la normativa nacional e internacional en materia de familia y niñez en Honduras ». 2008
- « Informe Latinoamericano Situación de la Niñez sin cuidado parental en riesgo de perderlo en América Latina. Contextos, Causas y Respuestas ». 2010

Milena Grillo Rivera (Costa Rica)

[Original : espagnol]

Date et lieu de naissance : 21 août 1946 à San José (Costa Rica)**Langues de travail :** espagnol (langue maternelle) et maîtrise de l'anglais**Situation/fonctions actuelles**

Directrice exécutive de la Fondation PANIAMOR (Costa Rica) et chargée à ce titre de faire progresser sa mission : promouvoir des avancées durables dans la qualité de vie et la réalisation des droits des mineurs au Costa Rica. Représentation légale et officielle de la Fondation auprès des commissions et organes gouvernementaux et intersectoriels, auprès des réseaux de la société civile dans le pays et sur la scène internationale.

Principales activités professionnelles

- Influence politique et mobilisation sociale pour la prévention des violences et l'insertion sociale, sous l'angle des droits de l'enfant et de l'adolescent et en tenant compte des questions de genre – à l'échelle régionale
- Recherche appliquée à la mise au point et à la promotion de bonnes pratiques en matière d'action institutionnelle et sociale, dans le domaine de la petite enfance et de l'adolescence
- Production de modèles de gestion institutionnelle et sociale pour la prévention des violences contre les enfants et les adolescents
- Conseil pour la rédaction de projets de loi et propositions de politiques publiques culturelles sensibles, pour la protection effective des droits des enfants et des adolescents
- Conception d'outils numériques pour la participation citoyenne des adolescents

Études

- Titulaire d'une Maîtrise en sciences sociales, axée sur les violences familiales et sociales
- Diplômée en droit

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Représentante du Réseau contre la prostitution infantile, la pornographie infantile et le trafic d'enfants à des fins sexuelles (ECPAT International) au Débat de haut niveau pour l'étude mondiale de l'exploitation sexuelle dans les voyages et le tourisme, depuis 2015
- Représentante de la région Amérique latine au Conseil international des ONG sur la violence à l'égard des enfants (INTCO), depuis 2012
- Membre du Conseil consultatif du Service de défense des habitants du Costa Rica, depuis 2015
- Membre du Groupe de travail contre l'exploitation d'enfants et d'adolescents dans le tourisme de l'Organisation mondiale du tourisme, depuis 2006

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

- « Somos Familia. Empoderamiento de las familias para una crianza respetuosa ». PANIAMOR, Ministère de la santé *et al.*, Costa Rica, 2016 (sous presse)
- « Niñez Ciudadana. Reconociendo y desarrollando capacidad de agencia desde la primera infancia ». PANIAMOR, Ministère de la santé *et al.*, Costa Rica, 2014
- « Adolescencia y TIC en Costa Rica : nuevas oportunidades, nuevos desafíos ». Dans : *Ciberseguridad en Costa Rica*. PROSIC, Université du Costa Rica, 2010

Olga A. Khazova (Fédération de Russie)

Date et lieu de naissance : 25 juillet 1950

Langues de travail : russe (langue maternelle), anglais (courant) et français (débutant)

Situation/fonctions actuelles

- Spécialiste en droit russe de la famille et en droit comparé, chargée de cours, chargée de recherches principale
- Membre du Comité des droits de l'enfant, élue à la quatorzième réunion des États parties à la Convention relative aux droits de l'enfant, le 18 décembre 2012

Principales activités professionnelles

- Conseil méthodologique du Ministère de la justice de la Fédération de Russie – membre du Conseil, depuis février 2010
- Consultante et coauteur pour la Fondation des avocats pour les droits et libertés constitutionnels (JURIX), participation à un projet sur la protection de la personne contre la discrimination (2006-2007)
- Consultante/conseillère pour le Russian-American Rule of Law Consortium (RAROLC), participation à des conférences du RAROLC sur la justice pour mineurs, la protection des enfants et la violence dans la famille, à Boston (États-Unis d'Amérique), en avril 2005, et à Pskov (Russie), en mai 2005
- Participation en qualité d'experte aux réunions du Groupe d'experts scientifiques sur la responsabilité médicale (CJ-S-MED) du Comité européen de coopération juridique du Conseil de l'Europe (juin 2006)

Études

- Cornell Law School, Ithaca, États-Unis d'Amérique : Maîtrise en droit, 30 mai 2004
- Institut d'administration et de droit, Académie russe des sciences, Moscou : Doctorat en droit, 1982
- Académie publique de droit (Institut de droit de l'Union), Moscou : Diplôme de droit (équivalent J. D.), 1975

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- En qualité de membre du Comité des droits de l'enfant : visite au Royaume-Uni (Angleterre et pays de Galles) à l'invitation des Commissaires à l'enfance (3 et 4 septembre 2015)
- Conférence donnée dans le cadre de la « Geneva University Summer School on "Children at the Heart of Human Rights" » (9 juin 2015)
- Participation à la Conférence européenne sur l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre du vingt-cinquième anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la présidence belge du Comité des ministres du Conseil de l'Europe

- Participation à un débat sur les enfants dans l'environnement numérique, organisé dans le cadre de la première réunion du Comité d'experts sur la Stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant pour 2016-2019 (Strasbourg, 13 et 14 novembre 2014)

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

- The first year of Application of the Hague 1996 Convention on Protection of Children in Russia : success story // International Family Law, London, 2014, No. 3. Pp. 165-169
- Russia's Accession to the Hague Convention on Civil Aspects of International Child Abduction 1980 : New Challenges for Family Law and Practice // Family Law Quarterly (ABA, USA), 2014, Summer issue. Pp. 253-266

Cephas Lumina (Zambie)

Date et lieu de naissance : 13 juin 1962 à Kabwe (Zambie)

Langue de travail : anglais

Situation/fonctions actuelles

- Maître de recherche en droit public, Nelson Mandela School of Law, Université de Fort Hare (depuis 2014)
- Professeur extraordinaire de droit des droits de l'homme, Centre pour les droits de l'homme, Université de Pretoria (depuis 2010)
- Professeur de droit invité, Université de Lusaka (depuis 2015 ; cours magistraux sur le droit des droits de l'homme, entre autres)
- Avocat à la High Court de Zambie (admis au barreau en 1986)

Principales activités professionnelles

Mener des travaux de recherche et superviser ceux d'étudiants de troisième cycle, essentiellement dans le domaine des droits de l'homme ; soutenir la culture de la recherche à la Faculté de droit de l'Université de Fort Hare ; dispenser des formations portant sur des questions de droits de l'homme (y compris droits de l'enfant) dans des cadres universitaires et non universitaires ; donner des conférences sur les droits de l'homme dans différentes universités en qualité d'expert invité ; exposer des travaux lors de conférences internationales sur les droits de l'homme ; participer aux activités d'organisations professionnelles (Réseau africain de droit constitutionnel, Association internationale de droit constitutionnel, ETO Consortium, ...) ; fournir des services de conseil à des organisations internationales ainsi qu'à des organismes publics et à des organisations non gouvernementales (parmi lesquels le PNUD, l'Agence canadienne de développement international, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, l'Organisation internationale de droit du développement, le Ministère zimbabwéen de la justice et des affaires juridiques, l'ONG sud-africaine Legal Resources Centre, le Human Rights Trust of Southern Africa, l'Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et du droit humanitaire, No Peace Without Justice (Italie/Libye) et la Cour d'appel de Tanzanie).

Études

- Doctorat (PhD) en droit international des droits de l'homme, Griffith University, Australie (1999)
- Maîtrise en droit international des droits de l'homme (LLM), University of Essex, Royaume-Uni (1993)
- Licence en droit avec mention (LLB with Merit), Université de Zambie (1985)
- Diplôme supérieur en droit international des droits de l'homme (Advanced Diploma in International Human Rights), Université Åbo Akademi, Finlande (2003)
- Certificat d'aptitude à la profession d'avocat près la Haute Cour de Zambie (1986)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité des droits de l'enfant

- Expert indépendant chargé d'examiner les effets de la dette extérieure et les obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels, de 2008 à 2014
- J'ai contribué à l'élaboration de plusieurs normes internationales dans le domaine des droits de l'homme, notamment les Principes directeurs relatifs à la dette extérieure et aux droits de l'homme (que j'ai rédigés), les Principes directeurs sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté et le projet de Principes directeurs sur les droits de l'homme et la solidarité internationale
- Membre de l'Institut international des droits de l'homme (depuis 2010)
- Professeur invité, Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et du droit humanitaire (2007-2008), et maître de conférence invité, Université Makerere (2006)
- Maître de conférences en droit à l'Université du KwaZulu-Natal (2003-2009) et chargé de cours en droit à l'Université du Swaziland (2000-2002)
- Avocat, Zambie (1987-1993)

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

De nombreuses publications, dont les rapports établis en qualité d'Expert indépendant sur la dette extérieure et les droits de l'homme et les travaux universitaires et autres ci-après :

- « The Protection of Children in Armed Conflict », dans : F Viljoen & D Kuwali (eds), « *All Means Necessary* » : *Protecting Civilians and Preventing Atrocities in Africa* (parution à venir)
- « Sovereign Debt and Human Rights », dans : OHCHR, *Realizing the Right to Development: Essays in Commemoration of 25 Years of the United Nations Declaration on the Right to Development* (pp. 289-301). New-York et Genève, Nations Unies, 2013
- *Manual on Human Rights State Party Reporting*. Harare : PNUD et Ministère de la justice, 2009
- « Free Trade or Just Trade? The World Trade Organization, Human Rights and Development (Pts 1 & 2) ». *Law, Democracy & Development*, vol. 12, No. 2 (2008) : 20-40 and vol. 14, No. 3 (2010) : 1-26
- « Terror in the Backyard : Domestic Terrorism in Africa and its Impact on Human Rights ». *African Security Review*, vol. 17, No. 4 (2008) : 112-132
- « Child Soldiers : War Criminals or Pawns in a Deadly Game? » *African Yearbook on International Humanitarian Law* (2007) : 76-104
- « Counting the Cost : The Impact of Corporate Warfare on the Human Rights of Women and Children in Africa ». In S Gumede (ed), *Elimination of Mercenarism in Africa : The Need for a New Continental Approach*. Monograph No. 147 (pp. 101-120). Pretoria : Institut d'études de sécurité
- « Counter-Terrorism Legislation and the Protection of Human Rights : A Survey of Selected International Practice ». *African Human Rights Law Journal*, vol. 7, No. 1 (2007) : 35-67

- « An assessment of the human rights obligations of the World Bank and the International Monetary Fund with particular reference to the World Bank's Inspection Panel ». *Journal for Juridical Science*, vol. 31, No. 2 (2006) : 108-129
- « The Promotion and Protection of Economic, Social and Cultural Rights and the Right to Development under the African Regional Human Rights System ». *Obiter*, vol. 27, No. 2 (2006) : 316-33

Benyam Dawit Mezmur (Éthiopie)

Date et lieu de naissance : 22 mai 1980 à Addis-Abeba (Éthiopie)

Langues de travail : anglais et amharique

Situation/fonctions actuelles

- Chargé de cours de droit à l'Université de Western Cape, Le Cap (Afrique du Sud) et professeur associé (conférences et travaux de supervision ponctuels) à l'Université d'Addis-Abeba (Éthiopie)
- Directeur (par intérim) de l'Institut Dullah Omar^a pour le droit constitutionnel, la gouvernance et les droits de l'homme et Coordonnateur du projet de cet institut pour les droits de l'enfant, Université de Western Cape, Le Cap (Afrique du Sud)
- Président du Comité des droits de l'enfant

Principales activités professionnelles

M. Mezmur est l'actuel Président du Comité des droits de l'enfant, dont il a été Vice-Président de mai 2013 à mai 2015. Dans son parcours d'enseignant, il a donné des cours magistraux et supervisé les travaux des étudiants dans des domaines tels que les droits de l'enfant, les droits des personnes handicapées, la protection internationale des droits de l'homme, le droit international de la famille et le système de défense des droits de l'homme en Afrique. Il a aussi été invité à donner des conférences dans plusieurs universités en Afrique (Éthiopie et Afrique du Sud) et en Europe (Belgique, Suisse, Pays-Bas, Royaume-Uni, etc.). Il coordonne et mène des projets de recherche sur les droits de l'enfant dans un certain nombre de pays africains et a pris part à diverses initiatives institutionnelles visant à apporter un appui technique à des gouvernements par le biais d'institutions du système des Nations Unies, telles que l'UNICEF. Il contribue activement au travail de plaidoyer pour les droits de l'enfant en collaboration avec les organes conventionnels, le Conseil des droits de l'homme et à l'échelle régionale et est toujours membre du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant.

Études

- Doctorat en droit (LLD) (2010), Université de Western Cape – Afrique du Sud (thèse sur les droits de l'enfant dans l'adoption internationale)
- Maîtrise en droit (LLM) dans le domaine des droits de l'homme et de la démocratisation (CHR) (2005), Université de Pretoria – Afrique du Sud (mémoire sur les enfants soldats)
- Diplôme d'études supérieures dans le domaine de la protection internationale des droits de l'homme (2007), Åbo Akademi – Finlande
- Licence en droit (LLB), Université d'Addis-Abeba – Éthiopie – et certificats en droit (CEU, Budapest – Hongrie) : droit des personnes handicapées mentales, droit du développement, droit pénal international et droit international humanitaire, droits économiques, sociaux et culturels, etc.

^a Anciennement « Centre communautaire de droit », rebaptisé du nom de son Directeur fondateur, l'avocat Dullah Omar, Premier Ministre de la justice de l'ère démocratique post-apartheid.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Outre ses principales activités professionnelles mentionnées ci-dessus, M. Mezmur a également participé aux négociations portant sur l'élaboration du troisième Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, a participé (de 2007 à 2012) à la rédaction de contributions soumises au Comité des droits de l'enfant lors de ses Journées de débat général et a rédigé des observations adressées au Conseil des droits de l'homme, a participé à sa Journée des droits de l'enfant, etc. Il a été juriste (entre 2003 et 2005) à l'African Child Policy Forum (ACPF) et est encore à ce jour membre du conseil d'administration international de cette organisation, dirigé par M^{me} Graça Machel. Il a également siégé dans des groupes d'experts/réunions/conseils consultatifs/groupes de travail dans des domaines tels que les objectifs de développement durable, les droits de l'enfant et les médias numériques, la budgétisation pour les enfants, les droits de l'enfant et les entreprises, l'exploitation sexuelle à des fins commerciales (ECPAT), la justice pour mineurs (ONUDC), les aspects financiers de l'adoption internationale (HCCH), les violences à l'égard des enfants, y compris les pratiques préjudiciables (Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU sur la violence à l'encontre des enfants et ACPF) et le droit à l'éducation. M. Mezmur a en outre été invité en qualité de conférencier à plus d'une cinquantaine d'ateliers, réunions ou conférences internationaux et régionaux au cours des cinq dernières années, dont, récemment, la Conférence du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant (à Sofia en avril 2016), la Conférence de l'Union africaine sur le vingt-cinquième anniversaire de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (à Addis-Abeba en novembre 2015), le Forum régional sur les droits de l'enfant et les entreprises (à Johannesburg en septembre 2015) et la Conférence régionale sur la nationalité et l'apatridie (à Abidjan en février 2015). M. Mezmur est membre des conseils d'un certain nombre d'organisations qui s'occupent des droits de l'enfant ainsi que de plusieurs associations professionnelles.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

M. Mezmur a publié plus de 50 études universitaires et publications/rapports, etc., destinés au grand public sur les droits de l'enfant ces dernières années, notamment :

1. « Madonna, Mercy, Malawi, and international children's rights law in adoption » (2012) 20 International Journal of Children's Rights
2. « Corporal punishment and the African Children's Charter » (2012) (Save the Children)
3. « "Listen to us" : Arguing for child participation in NEPAD » (2009) 17 AJICL^b
4. « The right to education in Africa : Taking stock » (chapitre de l'ouvrage) (2009)^b
5. « Children at both ends of the gun : Child soldiers in Africa » (chapitre de l'ouvrage) (2008)
6. « From Angelina (to Madonna) to Zoe's Ark : What are the "A-Z" lessons for intercountry adoptions in Africa » (2009) 23 International Journal of Law, Policy and the Family
7. « 2 + 2 = 5 ? Exploring the domestication of the CRC in the South African courts (2002-2006) » (2008) 16 IJCR^b

^b Avec J Sloth-Nielsen.

Joseph Ndayisenga (Burundi)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 17 novembre 1974 à Gitega (Burundi)**Langues de travail :** français, anglais et kiswahili**Situation/fonctions actuelles**

Je suis le Directeur général de la Solidarité nationale au Ministère des droits de la personne humaine, des affaires sociales et du genre depuis le décret présidentiel du 22 juillet 2006. À ce titre, j'assure la coordination de trois directions qui s'occupent respectivement de l'intégration sociale, de l'enfance et de la famille et de l'action humanitaire et de l'aide aux victimes des catastrophes.

Principales activités professionnelles

- Coordonner l'organisation de la célébration des Journées relevant de la solidarité nationale, dont la Journée de l'enfant africain, célébrée le 16 juin
- Favoriser l'émergence d'une culture d'entraide et de solidarité au niveau de toutes les couches de la population et des partenaires du Gouvernement ; coordonner les mesures prises à cet égard
- Contrôler et évaluer toutes les actions menées dans le cadre de l'intégration sociale, de l'enfance et de la famille, de l'action humanitaire et de l'assistance aux victimes des catastrophes
- Contribuer à la promotion des systèmes de protection sociale ; impulser et coordonner l'action des partenaires du Gouvernement et de la communauté dans l'aide aux personnes démunies

Études

Diplôme de Licence en psychologie et sciences de l'éducation de l'Université du Burundi ; Mémoire de fin d'études universitaires sur « L'Association des garçons et filles de ménage (AGFM) telle qu'elle est perçue par les employeurs de la municipalité de Bujumbura » – mémoire présenté et soutenu publiquement le 11 juin 2003 et ayant obtenu la note de 15 sur 20 (15/20).

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Deuxième Vice-Président du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant, réélu lors de la vingt-sixième session ordinaire du Comité, qui s'est tenue à Addis-Abeba (Éthiopie) du 16 au 21 novembre 2015
- Président du Comité technique national de protection de l'enfance depuis 2012
- Président du Comité de suivi du processus de mise en place de la ligne d'assistance aux enfants depuis 2012, laquelle ligne a été lancée au mois de décembre 2015
- Vice-Président du Conseil d'administration du Fonds d'appui à la protection sociale depuis le décret présidentiel de mai 2015
- Président du Comité national de coordination de toutes les interventions en faveur des orphelins et autres enfants vulnérables d'avril 2008 jusqu'en 2010

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

En ma qualité de Président du Comité technique national de protection de l'enfance, j'ai assuré la coordination de l'élaboration des politiques, stratégies et documents divers sur la protection de l'enfance, tels que la Politique nationale de protection de l'enfance, la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre le phénomène des enfants des rues ou encore le document sur les normes minimum pour les centres résidentiels.

Wanderlino Nogueira Neto (Brésil)

Date et lieu de naissance : 21 mars 1945 à Salvador (Brésil)

Langue de travail : espagnol

Situation/fonctions actuelles

- Membre du groupe thématique de suivi de la Convention relative aux droits de l'enfant – Section brésilienne du réseau « Défense des enfants – International » – DNI/DCI (Association nationale des centres de défense des enfants et des adolescents – ANCED) – São Paulo (Brésil) (ONG)
- Conseiller spécial auprès de plusieurs entités et organismes publics

Principales activités professionnelles

- Procureur (à la retraite) du ministère public de l'État de Bahia
- Procureur général de l'État de Bahia
- Directeur général de la Cour de justice de l'État de Bahia
- Secrétaire général du ministère public de l'État de Bahia
- Secrétaire du Bureau des affaires internes de la justice de l'État de Bahia
- Conseiller juridique du Président du Tribunal de justice de l'État de Bahia
- Professeur de droit international public à l'Université fédérale de Bahia
- Procureur de la Chambre civile du Tribunal de justice de Bahia
- Procureur du Premier Tribunal populaire du district de Salvador (Bahia)
- Procureur de la Cour des comptes des finances publiques du district de Salvador (Bahia)
- Procureur des tribunaux uniques dans plusieurs districts

Études

- Licence en droit – Université fédérale de Bahia (Brésil)
- Maîtrise de droit commercial – Université fédérale de Bahia (Brésil)
- Diplôme de troisième cycle en droit des mineurs – Université de Macerata (Italie)
- Stage au Centre d'études et de formation pour la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ, Ministère de la justice) – Vaucresson, Paris (France)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Secrétaire national du Forum de défense des enfants et des adolescents (Forum DCA) – Brasilia – 1993
- Conseiller spécial auprès des Bureaux du Représentant de l'UNICEF au Brésil (Brasilia), au Cap-Vert (Praia), en Angola (Luanda) et au Paraguay (Asunción) – 1996-1999

- Consultant auprès de l'UNESCO dans le domaine des droits de l'homme – Brasilia (Brésil)
- Membre de la délégation de la Coalition de la société civile du Brésil auprès du Comité des droits de l'enfant (Haut-Commissariat aux droits de l'homme), qui a élaboré et a présenté au Comité à Genève en juin 2004 le rapport parallèle pour 2004
- Coordonnateur des 19 séminaires sur la justice pour mineurs organisés dans tout le pays par l'Association brésilienne des juges, des procureurs et des défenseurs publics des enfants et des jeunes (ABMP) pour débattre de la prise en charge socioéducative des adolescents en conflit avec la loi dans le cadre des droits de l'homme et du Système national de prise en charge socioéducative (SINASE) (2008-2009)

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

1. 2007 : Guia Estratégico para elaboração de Planas de Erradicação de Trabalho Infantil. OIT e Fórum PETL. Brasília, Brésil
2. 2006 : Sistema de Garantia de Direitos. Revista Serviço Social e Sociedade – vol. 83. Cortez. São Paulo, Brésil
3. 2004 : Direitos Humanos Geracionais. SEDH-CEDA/CEARÁ. Fortaleza, Brésil
4. 2003 : Guia Metodológico para Implementação de Conselhos Tutelares. SEDH-CEDCA-CEARA. Fortaleza, Brésil
5. 2002 : Ciranda dos Direitos. SEDH-CEDCA-CE. Fortaleza, Brésil
6. 1999 : Sistema de Garantia de Direitos. Banco Interamericano de Desenvolvimento – BIRD & CENDHEC/PE. Recife, Brésil
7. 1987 : O novo Ministério Público na Constituição de 1988. Empresa Gráfica da Bahia e UNBA. Salvador, Brésil
8. 1989 : Conselhos paritários deliberativos numa visão gramsciana do Estado. PUC-RS. Porto Alegre, Brésil

Mikiko Otani (Japon)

Date et lieu de naissance : 18 novembre 1964 à Osaka (Japon)

Langues de travail : anglais et japonais

Situation/fonctions actuelles

- Avocate associée, Toranomom Law and Economic Offices ; Maître de conférence (à temps partiel), École supérieure de droit, Université Soka
- Présidente du Comité des droits de l'homme de la Fédération japonaise des associations du barreau
- Coreprésentante du réseau des organisations non gouvernementales japonaises auprès du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
- Représentante du Japon auprès de l'Association juridique de l'Asie et du Pacifique, Section Droit de la famille

Principales activités professionnelles

Avocate en exercice spécialisée dans le droit de la famille, M^{me} Otani a suivi une formation universitaire poussée et a acquis une très grande expérience des activités menées par les organisations non gouvernementales dans le domaine du droit international des droits de l'homme. Ses thèmes de prédilection sont les femmes et les enfants en situation de migration, la traite des êtres humains, l'enlèvement international d'enfants, les voies de recours pour les victimes d'atteintes aux droits de l'homme, l'accès à la justice et l'éducation aux droits de l'homme. M^{me} Otani a joué un rôle décisif dans l'adhésion du Japon à la Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, en 2014.

Étant une des femmes chefs de file de la société civile japonaise, M^{me} Otani a été représentante suppléante de la délégation japonaise aux soixantième et soixante et onzième sessions de l'Assemblée générale (Troisième Commission) (2005-2006) et conseillère (représentante des organisations non gouvernementales) de la délégation japonaise à la cinquante-troisième Commission de la condition de la femme (2009). Elle collabore activement avec les organisations non gouvernementales et les organisations professionnelles, notamment en qualité de membre du Conseil régional de l'Asia-Pacific Forum on Women, Law and Development (2005-2014) et de Coprésidente du Groupe de défense des intérêts des femmes juristes de l'Association internationale du barreau (2013-2014).

Études

- 1987 Licence en droit (LLB), Faculté de droit de l'Université de Sophia
- 1990 Diplôme de l'Institut de formation et de recherche juridiques de la Cour suprême du Japon
- 1999 Maîtrise en affaires internationales (MIA), Columbia University, School of International and Public Affairs
- 2003 Maîtrise en droit (LLM), École supérieure de droit de l'Université Soka

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

M^{me} Otani a contribué activement, en tant que représentante des organisations non gouvernementales, au processus d'établissement des rapports du Japon au titre de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Elle a à de nombreuses reprises été invitée à s'exprimer sur des questions en rapport avec les droits de l'enfant dans le cadre de conférences régionales et internationales ainsi qu'à dispenser des formations au droit international des droits de l'homme et plus particulièrement aux droits des femmes et aux droits de l'enfant lors de séminaires de formation professionnelle organisés à l'intention d'avocats dans différents pays. Elle a également été conviée à enseigner le droit international des droits de l'homme dans des écoles de droit au Japon et aux États-Unis d'Amérique.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

- *Family Law : Jurisdictional Comparisons*, James Stewart (ed.) (European Lawyer Reference) (auteur du chapitre consacré au Japon) (2013)
- *Practice of International Divorce* (coauteur) (2012)
- « International Issues on Child Custody : Internationalization of Families and Need of International Response », *International Affairs*, No. 607 (2011)
- « The Hague Convention on Child Abduction », *Horitsu Jiho*, No. 1040 (2011)
- « Committee on the Rights of the Child », Kentaro Serita *et al.* (ed.), *International Implementation of International Human Rights Law, Lecture on International Human Rights Law*, vol.4 (2011)

Sara Oviedo Fierro (Équateur)

Date et lieu de naissance : 28 Juillet 1952 à Chambo (Équateur)

Langue de travail : espagnol

Situation/fonctions actuelles

- Membre du Comité des droits de l'enfant (2013-2017) et Vice-Présidente du Comité pour l'Amérique latine (2013-2017)
- Coordinatrice pour l'observation générale sur les adolescents
- Responsable de la liaison entre le Comité et l'UNICEF

Principales activités professionnelles

- Programmes communautaires pour les enfants (MBS-UNICEF), Coordinatrice générale, 1984-1989
- Programme de développement de l'enfant de l'INNFA, Coordinatrice nationale, 1989-2003
- Plan décennal pour la protection intégrale des enfants et des adolescents, Coordinatrice générale, 2003-2004
- Conseil national de l'enfance et de l'adolescence, Secrétariat exécutif, 2004-2012
- Chef de file de la création du système national des organismes de protection intégrale des enfants et des adolescents : 215 conseils cantonaux, 131 comités de protection de l'enfance, 483 bureaux communautaires du Médiateur et 92 comités consultatifs
- Représentante de l'Équateur à l'Institut interaméricain de l'enfance et de l'adolescence, 2015-2012
- Présidente du conseil d'administration de l'Institut interaméricain de l'enfance et de l'adolescence, 2006-2008
- Travaux de recherche et missions de conseil

Études

- Licence en sociologie et sciences politiques et Doctorat en sociologie et sciences politiques, Université centrale d'Équateur
- Cours de conception, d'évaluation et de gestion des projets sociaux coorganisé par le CONADE, l'UNICEF, le PNUD, l'UNESCO et l'ILPES
- Cours postuniversitaire sur les politiques économiques et les politiques sociales coorganisé par l'ILDIS, l'UNICEF et l'Université catholique
- Cours supérieur de formation continue sur les jeunes et la société en Amérique latine – Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Renforcement institutionnel du Conseil national de l'enfance et de l'adolescence dont le budget et les statuts ont été approuvés en sa capacité d'organe directeur de la politique publique
- Consolidation de l'Autorité centrale de l'Équateur pour la mise en œuvre des instruments internationaux dans les domaines de l'enlèvement d'enfants, de l'adoption d'enfants et des responsabilités parentales
- Contribution aux travaux de révision concernant le Code pénal, le travail des enfants et différents textes réglementaires
- Création des liens encore en place avec d'autres organismes du Système national de protection intégrale de l'enfance et de l'adolescence : Conseil national de la magistrature, Direction nationale des services de police chargés de l'enfance, Défenseur public, ministère public équatorien
- Contribution à la définition des politiques publiques de protection intégrale des enfants et des adolescents
- Surveillance et opposabilité des droits de l'enfant
- Élaboration de l'Agenda social sur l'enfance et l'adolescence, instrument de politique publique pour une protection intégrale

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

- Programme de développement de l'enfant : normes minima de qualité des centres de développement de l'enfant
- Article intitulé « Lessons learnt and challenges of the children's rights movement in Ecuador 1990-2008 » dans « Rights and guarantees for children and adolescents : towards the consolidation of the integral protection doctrine »
- Article consacré à l'intérêt supérieur de l'enfant dans l'ouvrage « Review of the House of Representatives » (Mexique)
- Article relatif à la Convention des droits de l'enfant dans la revue du CDIA (Bureau de coordination pour les droits de l'enfant et de l'adolescent) (Paraguay), 2015

Luis Ernesto Pedernera Reyna (Uruguay)

[Original : espagnol]

Date et lieu de naissance : 1969 à Bella Unión (Uruguay)

Langues de travail : espagnol (langue maternelle), français (courant), portugais (courant) et anglais (notions)

Situation/fonctions actuelles

- Secrétaire exécutif du Comité national des droits de l'enfant (Uruguay)^c
- Membre du Conseil de coordination du Réseau d'Amérique latine et des Caraïbes pour la défense des droits des enfants et des adolescents
- Responsable Droits de l'enfant et de l'adolescent à l'Institut uruguayen d'études légales et sociales (IELSUR)
- Conseiller pour les questions touchant aux droits de l'enfant auprès de différents organismes sociaux

Principales activités professionnelles

- Coordonnateur en Uruguay du projet mené à bien par l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT) pour l'application des normes internationales visant à protéger les enfants privés de liberté contre la torture et les mauvais traitements au Bénin, en Uruguay et aux Philippines
- Coordination, systématisation, rédaction et présentation des rapports parallèles concernant la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant en Uruguay, Comité des droits de l'enfant (2002, 2006 et 2013)
- Consultant pour l'étude réalisée par le Réseau d'Amérique latine et des Caraïbes pour la défense des droits des enfants et des adolescents afin de dresser au niveau régional le bilan de la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant en Amérique latine et dans les Caraïbes vingt ans après son adoption (2009)
- Membre du Conseil national honoraire et consultatif pour les enfants et les adolescents, créé par le Code de l'enfance et de l'adolescence (2008 à 2011)

Études

- Faculté de droit, Universidad de la República (Udelar) : 1989 à 1996
- VII^{ème} Cours de spécialisation « Protection juridictionnelle des droits de l'enfant » à l'intention des juges, avocats et procureurs du cône Sud, organisé à Santiago du Chili du 13 au 17 décembre 2004 par l'UNICEF et la Faculté de droit de l'Université Diego Portales

^c Coalition d'organisations non gouvernementales uruguayennes se chargeant de contrôler la bonne mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Membre de la délégation de la société civile pour la présentation des rapports parallèles sur l'application de Convention des droits de l'enfant (2002, 2006 et 2015)
- Participation en qualité de rapporteur à la Réunion annuelle du Conseil des droits de l'homme consacrée aux droits de l'enfant (mars 2012)
- Choisi pour faire partie des 20 représentants des organisations non gouvernementales pour participer à la réunion « Un monde digne des enfants, cinq ans après », débat plénier commémoratif de haut niveau sur la suite donnée aux textes issus de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants (New York, décembre 2007)
- Chargé de l'étude sur l'alignement de la législation sur les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ratifiés par l'Uruguay et les autres normes contraignantes, réalisée dans le cadre du projet d'assistance technique au Parlement du PNUD et du HCDH (2005)

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

- « Gritos Amargos », dans l'ouvrage « Próximos pasos hacia una política penitenciaria de Derechos Humanos en Uruguay. Ensayos de seguimiento a las recomendaciones de 2009 y 2013 » de la Relatoría de Naciones Unidas contra la tortura, Washington College of Law y Antitorture Initiative, 2014
- « Los peligros de la justificación educativa en las sanciones a los adolescentes : en el bien no hay excesos », en *La Escuela y lo justo. Ensayos acerca de la medida de lo posible*, Myrima Southwell y Antonio Romano compiladores, *UNICEF Editorial Universitaria*, Buenos Aires, Argentine, 2013
- Niños o menores? El lenguaje de la Estigmatización. Los incorregibles de siempre, Luis Eduardo Moras, Luis Pedernera, en « La permanente crisis de la política criminal. A 20 años del primer congreso de derecho penal y criminología », Comisión Ad Hoc de Derecho Penal del Centro de Estudiantes de Derecho – CIEJ, 2012
- Estudio de balance regional sobre la implementación de la Convención sobre los derechos del niño. Impacto y retos a 20 años de su aprobación. Co-écrit avec Silvana Pedrowicz, REDLAMYC, 2010
- Llover sobre mojado. Consideraciones sobre infancia y adolescencia en el Uruguay de hoy : Infancia familia y genero. Múltiples abordajes. Co-écrit avec Sandra Leopold. Comp. Mónica de Martino, *Ediciones Cruz del Sur*, 2009

Ann Marie Skelton (Afrique du Sud)

Date de naissance et nationalité : 13 juillet 1961, sud-africaine

Langues de travail : anglais (langue maternelle) et français (notions)

Situation/fonctions actuelles

Ann Skelton est professeur de droit à l'Université de Pretoria, où elle occupe la chaire UNESCO « droit de l'éducation en Afrique ». Elle est également Directrice du Centre pour le droit de l'enfance, qui vise à promouvoir les droits de l'enfant en Afrique du Sud par la sensibilisation, les réformes législatives, la recherche et l'action en justice. Avocate, elle plaide fréquemment dans les juridictions sud-africaines dans des affaires marquantes touchant aux droits de l'enfant.

Principales activités professionnelles

Ann Skelton est nationalement et internationalement reconnue comme une experte de premier plan des droits de l'enfant. Tout au long de ses vingt-cinq années de carrière, elle s'est appuyé sur le droit pour faire progresser les droits de l'enfant. Elle a joué un rôle déterminant dans la réforme du droit sud-africain. Elle a présidé la commission qui a rédigé la loi sur la justice des mineurs (2008) au sein de la Commission sud-africaine pour la réforme du droit, et était membre de la commission qui a rédigé la loi sur l'enfance (2005). Elle continue à être invitée par les autorités à rédiger des amendements aux textes de loi relatifs à l'enfance et soumet régulièrement des propositions au Parlement à cet égard. Le Gouvernement sud-africain l'a récemment nommée membre du Comité ministériel consultatif chargé de revoir le Livre blanc sur la protection sociale. Ann Skelton est aussi membre du Comité consultatif sur les droits de l'enfant et l'éducation de base de la Commission sud-africaine des droits de l'homme. C'est une experte respectée de ses pairs aussi bien dans les sphères gouvernementales et non gouvernementales que dans le milieu universitaire. De par sa renommée mondiale, elle a été invitée à contribuer en tant qu'experte des droits de l'enfant à de nombreuses missions et formations dans de nombreux pays, notamment Kenya, le Malawi, la Namibie, la Chine, la Thaïlande, le Japon, le Népal, le Viet Nam, Fidji et l'Albanie. Elle s'est également exprimée dans de nombreuses conférences internationales. Ann Skelton a reçu plusieurs distinctions, notamment le Prix honoraire des enfants du monde, qui lui a été remis par la Reine de Suède en 2012.

Études

Ann Skelton est titulaire d'un doctorat en droit (LLD) de l'Université de Pretoria et a réalisé sa thèse sur le thème de la justice des mineurs. Elle est aussi titulaire d'une licence (BA) et d'une licence en droit (LLB) de l'Université du KwaZulu-Natal.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Ann Skelton est reconnue au sein du système des Nations Unies pour son expertise dans le domaine de l'enfance et, à ce titre, a été invitée, notamment par l'UNICEF, l'ONU DC et le HCDH, à apporter des contributions techniques. À titre d'exemples :

- Mars 2014 : Participation à la réunion d'experts relative à l'accès à la justice dans la région de l'OIDD (Europe orientale) à Genève, à la demande de l'UNICEF
- Janvier 2012 : Élaboration du descriptif de projet et participation à la consultation d'experts sur la violence contre les enfants dans le système de justice pour mineurs,

à Vienne, à la demande de l'ONU DC, du HCDH et de la Représentante spéciale du Secrétaire général sur la violence à l'encontre des enfants. Ces travaux ont abouti à un rapport thématique, qui a été présenté à l'Assemblée générale le 27 juin 2012 (A/HRC/21/25)

- Septembre 2011 : Intervention en séance plénière à la journée de débat général du Comité des droits de l'enfant sur la situation des enfants dont les parents sont incarcérés
- Juillet 2011 : Participation à la réunion d'experts sur le cadre juridique nécessaire à l'interdiction, la prévention et la répression de toutes les formes de violence à l'égard des enfants, à Genève, à la demande du HCDH et de l'Union interparlementaire
- Mars 2011 : Participation à la réunion d'experts chargés d'étudier l'avant-projet de loi type sur la justice pour mineurs à Vienne, à la demande de l'ONU DC
- Juin 2010 : Participation à la réunion d'experts chargés d'examiner le troisième Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, établissant une procédure de présentation de communications, à la demande du HCDH

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

- Skelton A « South Africa » in T Liefaard and J Doek (eds) *Litigating Children's Rights: The UN Convention on the Rights of the Child in Domestic and International Jurisprudence* (2015) 1-13 Springer : Netherlands 978-94-017-9444-2
- Skelton A « Freedom in the Making » in F Zimring et al *Juvenile Justice in Global Perspective* (2015) 327-369 NYU Press : New York 9781479826537
- Skelton A « S v Williams : A springboard for further debate about corporal punishment » 2015 *Acta Juridica* 263
- Skelton A « Proposals for the review of the minimum age of criminal responsibility » 2013 (3) *South African Journal of Criminal Justice* 257-275
- Skelton A « The role of the courts in ensuring the right to a basic education in a democratic South Africa : a critical evaluation of recent education case law » 2013 46(1) *De Jure* 1-23

Velina Todorova (Bulgarie)

Date et lieu de naissance : 3 mai 1958, en Bulgarie

Langues de travail : bulgare, anglais et russe

Situation/fonctions actuelles

Chargée de cours à la Faculté de droit, Université de Plovdiv et Académie bulgare des sciences (depuis 1995). Domaines de recherche et d'enseignement : droit civil et de la famille, droits de l'enfant. Membre du Comité d'experts sur la Stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant (2014-2015). Membre du conseil d'administration du Centre bulgare pour le droit des associations (2015). Membre du Comité consultatif de rédaction de l'International Journal on the Rights of the Child, BRILL, Nijhoff.

Principales activités professionnelles

- Vice-Ministre de la justice (décembre 2011-mai 2013) (chargée notamment de la protection de l'enfance au niveau international, de l'adoption et de la réforme de la justice pour mineurs)
- Responsable nationale de programme pour le Programme IPEC de l'Organisation internationale du Travail (2004-2009) : travail des enfants, pires formes de travail des enfants, y compris exploitation sexuelle et traite des enfants
- Directrice de la coopération internationale – Office public de la protection de l'enfance, relevant du Conseil des ministres (2001-2004)
- Vaste expertise et expérience du travail législatif – Code de la famille (2008), lois de protection de l'enfance (1999-2000, 2003, 2009 ; notamment projet de loi de 2010 sur les droits de l'enfant), loi sur les violences familiales (2005), projet de loi sur la prise de décisions assistée (2014-2016), nouvelle législation sur la justice des mineurs (2014-2016) – et de la planification stratégique – Stratégie nationale en faveur de l'enfance (2008-2018) ; Feuille de route de la réforme de la justice des mineurs (2013-15)
- Décorée par le Président de la République bulgare à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant (2014) et par le Président de l'Office public de la protection de l'enfance (2016)

Études

- Dernière formation : Droits de l'enfant et droit de la famille, Oxford University (Royaume-Uni) (2000)
- Droit des droits de l'homme ; Convention européenne des droits de l'homme, Faculté de droit de la Nottingham University (Royaume-Uni) (septembre-décembre 1997)
- Droit de la famille et droits de l'enfant, Brunel University – Londres (avril-mai 1996)
- Doctorat de sociologie du droit (1989) et Diplôme d'avocat, Faculté de droit de l'Université de Sofia (1976-1980)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Militante au sein d'organisations non gouvernementales depuis 1995 (Women in Legal Profession, GERT, Centre on Women's Studies and Policies). Expérience de l'établissement de rapports à divers titres. Au titre de la Convention relative aux droits de l'enfant : rapport initial de la Bulgarie et membre de la délégation (1996-1997) et deuxième rapport périodique (2003). Au titre de la CEDAW : a contribué à l'établissement du rapport valant sixième à septième rapport périodique. Membre de la Commission pour le droit européen de la famille (<http://www.ceflonline.net/>) et de la Société internationale de droit de la famille. Missions internationales de conseil sur la Convention relative aux droits de l'enfant, le droit de la famille, les droits et la protection de l'enfant (Moldova, 2010, Tadjikistan, 2011) ainsi que sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées (Moldova, UNDP, 2014). Rapporteuse pour diverses conférences nationales et internationales.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

- Family Code : Thematic Commentary. 2015, Sofia, Chapters : Adoption ; Parents – Child Relationship
- Family Justice in Bulgaria : The Old System and the New Demands. Dans : Delivering Family Justice in 21st Century. Hart Publishers, 2015
- The New Paradigm of the Legal Capacity : article 12 of the UNCRC. Pravna Misal, 1/2014, Mothers and Fathers Disputing Parental Rights : For a New Gender Order in the Family Law? Dans : Family Relationships in the Changing Society. Sofia, SIBI, 2014
- Child Relocation : the Law and Practice in Bulgaria. Pravna Misal, 3/2011
- Children's Rights in Bulgaria after the End of the Communism. The International Journal of Children Rights, Vol. 17, No. 4, 2009

Nazgul Turdubekova (Kyrgyzstan)

Date et lieu de naissance : 17 juin 1972

Langues de travail : kirghize (langue maternelle), russe (courant) et anglais (connaissance pratique)

Situation/fonctions actuelles

Directrice du fonds public « Child's Rights Defenders League » (depuis 2008). Coordination générale des activités du fonds public dans les domaines de la protection des enfants contre les violences, de la promotion du droit de l'enfant à l'éducation, du travail des enfants et de la protection des droits des enfants handicapés. Supervision et contrôle des orphelinats, écoles et internats afin de garantir leur conformité à la législation de protection de l'enfance ; coordination des contrôles publics de la mise en œuvre des politiques et des textes législatifs de protection de l'enfance ; participation à l'élaboration de textes de loi ; mise au point de politiques et de programmes autour de la maternité, de la famille et de l'enfance ; préparation et présentation de rapports parallèles aux organes conventionnels.

Principales activités professionnelles

- Conseillère officielle pour les droits de l'enfant du Vice-Premier Ministre chargé des affaires sociales (depuis février 2016)
- Présidente du Conseil de coordination du Centre national pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (depuis 2015)
- Vice-Présidente du Conseil de coordination sur la protection sociale et les droits de l'enfant, placé sous l'autorité du Gouvernement de la République kirghize (depuis 2015)
- Membre de la Coalition d'ONG pour la promotion des droits socioéconomiques (depuis 2013)
- Coordinatrice du Programme « Surveillance des droits de l'homme en République kirghize », ONG « Groupe des jeunes pour les droits de l'homme » (2000-2008)
- Travailleuse sociale dans deux structures d'accueil pour enfants des rues, le foyer « Ak-Jol » et le Centre de protection des enfants (1996-2000)
- Professeur de langue kirghize, École n° 29, Bichkek (1993-1996)

Études

- Université Tynystanov (Province d'Issyk-Koul) : enseignement (1989-1993)
- Institut de hautes études de l'Université Arbaev (1996-1998) : pédagogie et psychologie
- Université russo-kirghize (slave) : droit (2003-2006)
- Cours de perfectionnement sur les droits de l'homme, Fondation Helsinki pour les droits de l'homme (Pologne) (2006-2007)
- Formation à distance organisée par l'Université d'Oulu (Finlande) (Women's Gender Studies) : « Basis for Professional and Social Development : Prevention of Violence, Compassion and Non-violence » (janvier-mars 2015)

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Établissement et présentation de rapports parallèles pour les organes conventionnels ci-après :

- Comité des droits de l'enfant (2013)
- Comité des droits économiques, sociaux et culturels (2014)
- Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (2014)
- Comité des droits de l'homme (2014)

Fourniture d'une aide juridique et directe à des groupes d'enfants ou familles vulnérables ; gestion de campagnes de plaidoyer, suivi, collecte de données et travaux de recherche dans le domaine des droits de l'enfant ; formation aux droits de l'enfant de membres d'organisations publiques, non gouvernementales et privées ; mise à disposition de conseils juridiques spécialisés sur des questions de protection de l'enfance et de droits de l'enfant.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

- Rapport de suivi de 2015 sur la mise en œuvre du Plan de rationalisation de la gestion et du financement de placement d'enfants en République kirghize
- Rapport de suivi et d'évaluation sur la mise en œuvre de la Stratégie de développement de la protection sociale de la République kirghize pour 2012-2014
- Analyse des politiques publiques pour la protection des droits socioéconomiques des femmes et des enfants au Kirghizistan, 2013
- Respect des droits de l'enfant dans le cadre familial en République kirghize, Rapport sur les conclusions du travail d'observation, 2010

Renate Winter (Autriche)

Date et lieu de naissance : 8 mars 1944 à Vienne (Autriche)

Langues de travail : anglais, français, espagnol, allemand et néerlandais

Situation/fonctions actuelles

- Membre de la Chambre d'appel du Tribunal spécial pour la Sierra Leone (nommée par le Secrétaire général des Nations Unies en juin 2002)
- Membre du Comité des droits de l'enfant depuis février 2013 et Vice-Présidente du Comité depuis février 2015

Principales activités professionnelles

- Depuis juin 2002 : juge à la Chambre d'appel du Tribunal spécial chargé des fonctions résiduelles pour la Sierra Leone
- Entre 2002 et 2014 : Présidente par intérim, Vice-Présidente et Présidente du Tribunal, par périodes de deux ans
- Depuis 2014 : membre de la Chambre d'appel du Tribunal spécial chargé des fonctions résiduelles pour la Sierra Leone
- Présidente de l'Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille pendant quatre années au cours de cette période
- 2000-2002 : Juge international dans le cadre de la Mission des Nations Unies au Kosovo (MINUK) à la Cour régionale de district de Mitrovica et juge à la Cour suprême du Kosovo
- 1996-2000 : Centre des Nations Unies pour la prévention internationale du crime (Vienne), experte consultante sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant sur quatre continents
- 1981-1996 : Juge au Tribunal pour mineurs de Vienne

Études

La candidate est titulaire d'un diplôme de droit et d'une maîtrise en interprétation de l'Université de Vienne.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Tout au long de sa carrière, la juge Winter a œuvré en faveur d'une justice pour mineurs adaptée aux enfants et de la protection des enfants. Elle a travaillé à la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant avec des États parties de différentes cultures juridiques.

En tant que juge internationale dans une région sortant d'un conflit, la juge Winter a acquis une expérience sur le terrain pour s'attaquer aux problèmes relatifs à la protection des femmes et des enfants, y compris la réadaptation et la réinsertion des enfants touchés par les conflits armés.

Renate Winter a contribué à plusieurs projets de lois types et manuels des Nations Unies dans le domaine de la justice pour mineurs. Elle dispose d'une longue expérience dans les domaines de la prévention de la maltraitance des enfants et de la protection des enfants contre la criminalité organisée, notamment la traite.

- Membre fondateur de l'Institut international des droits de l'enfant (IDE)
- A participé à la rédaction du projet de loi type sur la justice pour mineurs, du Manuel des Nations Unies sur la justice pour mineurs et de la loi type sur la protection des enfants victimes et des enfants témoins, ainsi qu'à celle du Code géorgien de la jeunesse
- Rapporteur du Conseil de l'Europe sur la médiation familiale
- Présidente du Comité scientifique pour les études de mastère européen en médiation
- Expérience sur le terrain dans plusieurs régions dans des projets concernant la justice pour mineurs

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

- Children as victims and witnesses – a question of law and of rights, 2009
 - Les droits de l'enfant : Douze récits pour ne pas s'endormir, 2004
 - Bringing medical evidence of torture to international tribunals, in : Shedding light on a dark practice, 2009
 - Der Special Court for Sierra Leone. Ein Erfahrungsbericht, in : Vom Recht der Macht zur Macht des Rechts, 2006
-